



PROMOTION GÉNÉRAL GALLOIS

2016-2017

La guerre Iran-Irak (1980-1988)

Chef de bataillon Baptiste THOMAS

Sous la direction de M. Pascal LE PAUTREMAT

Docteur en histoire contemporaine

Résumé

De 1980 à 1988, l'Iran et l'Irak se sont affrontés dans une guerre impitoyable. Cette guerre totale menée tant sur terre, dans les airs et dans le golfe Persique s'est également étendue aux populations civiles, au trafic maritime et aux infrastructures pétrolières. Elle s'est manifestée dans des modes d'action d'une extrême diversité, depuis les combats de chars ou les assauts amphibies jusqu'aux prises d'otages, en passant par les attentats à Beyrouth ou Paris. Elle a révélé un mépris constant du droit des conflits armés par les belligérants, avec le recours régulier aux armes chimiques ou aux enfants soldats et la répression terrible contre la population kurde. Elle a enfin impliqué de manière déterminante aussi bien l'URSS que les grandes puissances occidentales, davantage soucieuses de préserver leurs intérêts commerciaux que de favoriser une résolution rapide de la guerre.

L'objet de ce mémoire est de présenter ce conflit dans sa globalité en soulignant ses causes, son déroulement, les différents acteurs impliqués et leurs stratégies poursuivies. Outre la découverte passionnante du plus grand conflit du Moyen-Orient, il permet d'en éclairer la situation actuelle qui ne peut être appréhendée sans cette perspective historique.

Abstract

From 1980 till 1988, Iran and Iraq were in confrontation in a merciless war. This all-out war led so much on ground, in the air and in the Persian Gulf also extended to the civilian populations, to the sea traffic and to the oil infrastructures. It demonstrated an extreme diversity of courses of action, from the battles of tanks or the amphibian assaults to kidnappings and bomb attempts in Beirut or Paris. It showed a constant contempt for the law of armed conflicts from the belligerent parties, with the regular resort to chemical weapons or children soldiers and the terrible repression against the Kurdish population. It finally involved in a determining way as well the USSR as the major western powers, more worried of protecting their commercial interests than of enabling a fast resolution of the war.

This paper intends to present this global conflict by underlining its causes, its progress, the various involved actors and their pursued strategies. Besides the fascinating discovery of the biggest conflict of the Middle East, it allows to highlight the current situation which cannot be understood without this historical perspective.

Introduction

La guerre Iran – Irak est passionnante à plus d'un titre. Totale par son ampleur et sa cruauté, elle met d'abord en lumière la grande diversité des modes de confrontation possibles dans un conflit moderne. Militairement, les armées irakiennes et iraniennes se sont affrontées dans des combats maritimes, aériens et terrestres, tant dans le désert, les villes et les marais que dans les montagnes. Mais la guerre Iran – Irak dépasse largement le choc des armées. Sous l'impulsion stratégique obstinée et souvent aveuglée des deux chefs d'Etat, c'est aussi une guerre économique durant laquelle apparaît de manière incomparable l'importance des approvisionnements pétroliers, c'est une guerre de propagande au cours de laquelle la population civile est délibérément prise pour cible ; c'est une guerre où les fractures internes profondes sont exploitées par chaque camp.

La dimension internationale de ce conflit en constitue un deuxième facteur d'intérêt. Dans le contexte de guerre froide et de tensions israélo-palestiniennes, cette guerre mêle en effet le soutien décisif des grandes puissances au travers de ventes d'armement colossales, les prises d'otages au Liban, la guerre des ambassades entre Paris et Téhéran puis les interventions armées dans le golfe Persique. L'*Irangate*¹, qui fait trembler l'administration Reagan en 1986, l'attentat du Drakkar en 1983, qui coûte la vie à 58 soldats français à Beyrouth, ou encore les attentats terroristes de Paris en 1986 sont tous étroitement liés au conflit. Son dénouement viendra également du durcissement de la position américaine dans le Golfe et de la destruction, pourtant involontaire, de l'Airbus d'*Iran Air*.

Enfin, cette guerre éclaire les relations internationales contemporaines. Comprendre la radicalisation de l'Iran et son acharnement à poursuivre un programme nucléaire militaire impose de revenir à la naissance et à l'histoire de la révolution islamique. Tous les hommes politiques clefs à Téhéran depuis 1990, notamment Ali Khomeiny, Akbar Hashemi Rafsandjani ou Hassan Rohani y sont étroitement associés. Côté irakien, la marginalisation du pays, à l'origine de l'intervention occidentale de 1990, y trouve également son origine.

Le choix de l'auteur pour ce sujet s'est développé à Bagdad, à l'occasion d'une mission au sein du *Combined Joint Special Operations Task Force*, l'état-major de la coalition en Irak pour les opérations spéciales. La découverte de ce pays, désormais en guerre contre l'Etat islamique et

¹ Malgré l'embargo imposé par le Congrès américain, des membres de l'administration américaine ont vendu illégalement des armes à l'Iran, utilisant ensuite les profits réalisés pour financer un mouvement révolutionnaire au Nicaragua. La révélation de cette affaire en 1986 a eu un retentissement considérable et a mis en difficulté le président Reagan.

non plus l'Iran, a naturellement suscité un vif intérêt pour son histoire proche et notamment cette longue guerre contre Téhéran, guerre la plus meurtrière du Moyen-Orient. Compte-tenu des études pléthoriques sur cette période – même si le nombre d'ouvrages en français est limité – l'ambition de ce travail est modeste. Il s'agit de décrire synthétiquement toute la complexité de la guerre et son déroulement, en éclairant la lecture par des supports cartographiques nombreux. La globalité de cette étude impose toutefois certaines limites ; les opérations militaires, qui ne sont pas le cœur du propos, seront volontairement décrites de manière synthétique.

En termes de sources, la place centrale de l'ouvrage de Pierre Razoux, *La guerre Iran Irak*¹ mérite d'être soulignée. Cet ouvrage est en effet à la fois le plus récent et le plus complet sur le sujet. Directeur de recherches à l'Institut de recherche stratégique de l'École Militaire, Pierre Razoux y a consacré plus de dix ans, interrogé des centaines de personnes au Moyen-Orient, en Europe ou aux Etats-Unis. Cette œuvre colossale et passionnante a donc à la fois guidé ce mémoire, par sa richesse et sa précision, tout en limitant sa portée ; après des études aussi exhaustives, difficile en effet d'apporter un éclairage historique singulier...

Trois phases majeures, déséquilibrées dans leur durée, peuvent utilement servir de repères dans la guerre Iran – Irak. Elles formeront les trois parties chronologiques de ce développement :

- **L'embrassement** décrit les origines de la guerre, la montée des tensions et le début de la guerre, jusqu'à la fin des succès initiaux irakiens (décembre 1980) ;
- **De l'enlèvement à la guerre totale** présente la plus longue partie de la guerre, de décembre 1980 à mars 1987. Il s'agit de la lente reconquête du terrain par les Iraniens, et de la description du caractère total, diversifié et international du conflit.
- Enfin, **l'internationalisation et le cessez-le-feu** correspondent à la dernière année de la guerre, d'avril 1987 à août 1988, marquée principalement par le déploiement des marines occidentales dans le golfe Persique et les derniers succès irakiens.

¹ RAZOUX Pierre, *La guerre Iran Irak, première guerre du Golfe, 1980-1988*, Paris, Perrin, 2013.

1. L'embracement

La guerre Iran – Irak débute le 22 septembre 1980 par l'offensive irakienne. Mais l'espoir irakien d'une victoire rapide est vite déçu. Dès le 10 décembre, Saddam Hussein adopte une posture défensive. Ces trois premiers mois de la guerre en constituent la première phase et la limite de cette première partie. Pour en décrire les causes et le contexte, il convient au préalable de présenter les origines de ce conflit et la montée des tensions à partir de 1979.

A. Les origines du conflit

Le différend frontalier sur le Chatt el-Arab constitue l'un des différends de fond de la guerre Iran – Irak, mais les raisons essentielles surviennent en 1979 avec l'arrivée au pouvoir tant de Saddam Hussein que de l'*ayatollah* Khomeiny, deux chefs d'Etat ambitieux, intransigeants et tyranniques.

Le Chatt el-Arab



Le Chatt el-Arab

Le Chatt el-Arab – ou rivage des Arabes – est le confluent du Tigre et de l'Euphrate, qui s'étend sur environ 200 km jusqu'au golfe Persique¹. A la différence de l'Iran qui jouit d'une longue façade maritime, le Chatt el-Arab constitue pour l'Irak l'unique accès, vital, au golfe Persique. Dans sa partie aval, sur une centaine de kilomètres, il constitue la frontière entre l'Iran et l'Irak. Mais la délimitation précise de cette frontière est conflictuelle. Au XIX^{ème} siècle, Perses et Ottomans sont parvenus à un

accord, en établissant la frontière sur la rive orientale du fleuve, faisant ainsi de la totalité du Chatt el-Arab le territoire de l'empire ottoman. Les Perses, en échange, ont obtenu la liberté de navigation sur le fleuve et le Khouzistan, province située entre le golfe Persique et les monts Zagros². (voir carte page suivante)

¹ Institut d'études et de recherche du monde arabe, *Le conflit irako – iranien*, Editions du monde arabe, Paris, 1981, p. 39.

² *Ibid.*, p. 48.



La province du Khouzistan

En accédant à l'indépendance en 1930, l'Irak réaffirme sa pleine souveraineté sur l'ensemble du Chatt el-Arab malgré les contestations iraniennes. En 1975 toutefois, après deux échecs (1937 et 1969¹), Téhéran parvient à contraindre les Irakiens à négocier en apportant un soutien militaire décisif à la rébellion kurde. Incapable de neutraliser les mouvements armés kurdes, le général al-Bakr se résigne à signer l'accord d'Alger, qui établit la nouvelle frontière au milieu du Chatt el-Arab et non plus sur la rive iranienne. En contrepartie, l'Iran

cesse son soutien aux Kurdes. Mais la révocation de l'accord d'Alger deviendra vite un enjeu clef de la guerre Iran – Irak².

La révolution islamique

Jusqu'en 1978, l'Iran constitue l'allié principal de l'occident au Moyen-Orient. Le chah, Mohammad Reza Pahlavi, mène, depuis la Seconde Guerre mondiale, une politique de modernisation du pays³. Toutefois, après 29 années d'opposition, Rouhani Ali Khomeiny est sur le point de parvenir au pouvoir.

Professeur de théologie réputé et rigoriste, l'*ayatollah* Ali Khomeiny appelle au renversement de la monarchie iranienne depuis 1950. Il en dénonce les liens avec l'occident et prône une application stricte de la charia. Emprisonné en 1964, il s'exile ensuite en Irak où il poursuit son activisme politique depuis les villes saintes du chiisme, Najaf et Karbala. Expulsé par Saddam Hussein en octobre 1978⁴, il se rend en France où il est placé en résidence surveillée à Neauphle le Château.

Pendant ce temps en Iran, la contestation populaire s'amplifie. En dépit de motivations très hétérogènes (républicaines, communistes, laïques ou au contraire religieuses), la plupart des opposants reconnaît en Ali Khomeiny une figure emblématique. Malgré ses 77 ans, il jouit d'un profond respect auprès de la population.

Le 8 janvier 1979, lors d'une manifestation majeure, la foule exige le départ du chah et la

¹ KARSH Efraim, *The Iran-Iraq war, 1980 – 1988*, Osprey Publishing, Oxford, 2002, p. 7.

² RAZOUX Pierre, *op. cit.*, p. 70.

³ NAHAVANDI Houachang, *La révolution iranienne, L'âge d'homme*, Lausanne, 1999, p. 85.

⁴ Institut d'études et de recherche du monde arabe, *op. cit.*, p. 24.

situation se dégrade. Conscient qu'il ne dispose plus d'appuis suffisants, le chah quitte le pays¹. Le 1^{er} février 1979, l'*ayatollah* Khomeiny met un terme à son exil en France et revient à Téhéran où l'accueille une foule nombreuse. Le 5 février, il s'autoproclame guide suprême de la révolution et démet le Premier Ministre Chapour Bakhtiar. La révolution islamique est en route ; le 2 avril, la République islamique d'Iran est proclamée.

D'emblée, les conséquences sont profondes. Sur le plan intérieur, la révolution provoque des fractures importantes dans la société et une situation anarchique dans l'administration et l'armée, ce qui en réaction entraîne des purges massives. Sur le plan international, la crainte de la réduction de la production iranienne provoque le second choc pétrolier.

La prise du pouvoir par Saddam Hussein

En Irak, le général al-Bakr devient président en juillet 1968 et prend pour adjoint son neveu, Saddam Hussein, dont le titre officiel est le secrétaire adjoint du parti Baas. Alors âgé de 31 ans, Saddam Hussein ne bénéficie pas d'une grande expérience. Ayant rejoint le parti Baas en 1950, il en a gravi les échelons dans la clandestinité et la captivité.

Chef de bande violent, Saddam Hussein renforce progressivement son pouvoir et n'a de cesse de se prémunir contre un renversement du régime. Il réduit pour cela le pouvoir de l'armée en l'encadrant politiquement et en surveillant les officiers, exerce le contrôle direct des services de sécurité dont les prérogatives augmentent, et place les membres du parti Baas à tous les postes clefs de l'administration².

À partir de 1969, le chah d'Iran arme le mouvement kurde PDK (parti démocratique du Kurdistan) et son chef Moustafa Barzani, obligeant ainsi le général al-Bakr à lancer une campagne militaire importante pour les combattre³. Saddam Hussein réussit à négocier avec Barzani en promettant d'accorder un statut autonome particulier au Kurdistan avant 1973 et règle ainsi temporairement la situation.

Il s'efforce ensuite de sortir l'Irak de son isolement stratégique, en se réconciliant avec les Soviétiques en 1972, en se rapprochant avec l'Europe et notamment la France dans les secteurs du pétrole, du nucléaire et de l'armement, et en courtisant également les monarchies sunnites⁴.

Sur le plan intérieur, la situation se détériore à nouveau en 1974. Saddam Hussein n'ayant pas accordé d'autonomie particulière au Kurdistan comme il s'y était engagé, Barzani mobilise à

¹ NAHAVANDI Houachang, *op. cit.*, p. 11.

² KARSH Efraim, *op.cit.*, p 14.

³ RONDOT Philippe, *BAKR Ahmed Hassan al*, Encyclopaediae Universalis en ligne, <http://www.universalis.fr/encyclopedie/ahmed-hassan-al-bakr/>.

⁴ KARSH Efraim, *op.cit.*, p. 69.

nouveau ses troupes et reprend la lutte avec 50 000 partisans. Cette fois-ci, les Kurdes sont soutenus par l'Iran mais également les Etats-Unis – qui considèrent l'Irak comme un allié des soviétiques – et Israël. Le président al-Bakr tente de consolider sa position par rapport Saddam Hussein, qui devient de plus en plus envahissant, en prenant la tête des opérations militaires. Mais malgré des succès initiaux, l'offensive irakienne s'essouffle en 1974 avec des pertes élevées (20 000 soldats irakiens). Le 6 mars 1975, le général al-Bakr se résigne à signer l'accord d'Alger.

Cet accord est ressenti par Saddam Hussein comme une défaite cuisante et un échec personnel. Il tente de le faire oublier à la population en finançant des grands travaux, conscient de la nécessité de choyer la classe moyenne pour qu'elle accepte le régime. Profitant des accords de camp David entre Israël et l'Egypte, il cherche à décrédibiliser le président Sadate et passer pour un élément clef dans la lutte contre Israël.

Enfin, le 16 juillet 1979, Saddam Hussein se sent suffisamment puissant pour déposer le général al-Bakr¹, qui accepte de se retirer, et prend le pouvoir. Il cumule les fonctions de Président et Premier ministre, et consolide son pouvoir en nommant des proches aux postes clefs. Son caractère tyrannique apparaît clairement ; lors d'une réunion exceptionnelle du conseil de commandement de la révolution, il dénonce un prétendu complot pour faire arrêter plusieurs dizaines de délégués, et en abat plusieurs à l'arme de poing². Pour faire connaître sa détermination, il diffuse ensuite le film des exécutions aux dirigeants du Golfe³...

L'arrivée à quelques mois d'écart de ces deux dirigeants autoritaires, tyranniques et finalement incompatibles à la tête de l'Iran et l'Irak va rapidement conduire à une irréversible dégradation de la situation.

B. L'escalade

Les relations entre l'Iran et l'Irak se dégradent significativement au cours de l'hiver 1979-1980. Conscient du caractère inéluctable d'un affrontement, Saddam Hussein se convainc en analysant les forces en présence de la nécessité d'attaquer de manière préventive.

Le début des accrochages

Entre les deux pays, les invectives se transforment rapidement en accrochages. À Téhéran, des

¹ Site Perspective Monde, <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMEve?codeEve=569>.

² Site du Monde, http://abonnes.lemonde.fr/proche-orient/article/2006/12/30/saddam-husseini-le-pouvoir-par-la-terreur_850652_3218.html.

³ RAZOUX Pierre, *op. cit.*, p. 79.

manifestations violentes ont lieu devant l'ambassade irakienne. Le consulat de Khorramchahr, dans la province du Khouzistan, est pillé, des écoles arabes sont saccagées. Les avions de chasse iraniens effectuent plusieurs survols dans l'espace aérien irakien.

De son côté, Saddam Hussein appelle, dès le 30 octobre, à une révision de l'accord d'Alger, puis réagit aux incidents en ordonnant des tirs de mortier sur des villages frontaliers et la fermeture des consulats iraniens de Bassora et Karbala¹. Le 8 février 1980, il exhorte les pays arabes à s'unir à lui pour faire face à l'Iran.

Ali Khomeiny franchit une marche supplémentaire, le 15 mars, en demandant aux Irakiens de renverser leur président. Quelques jours plus tard, son fils Ahmad Khomeiny encourage les Iraniens à exporter la révolution islamique : « nous faisons tout notre possible pour exporter notre révolution dans d'autres pays du monde »². Les monarchies sunnites réalisent que la guerre se rapproche et qu'elles n'auront d'autre choix que de soutenir l'Irak.

En avril, l'Iran conduit deux attentats meurtriers à Bagdad³. En réaction, Saddam Hussein ordonne l'exécution de l'ayatollah al-Sadr, un ami d'exil d'Ali Khomeiny, et l'expulsion de 40 000 Irakiens d'origine iranienne. Un commando irakien s'attaque également à l'ambassade d'Iran à Londres, tandis que le long de la frontière les incidents se multiplient.

L'Iran joue également la carte habituelle de l'instrumentalisation de la rébellion kurde, en accueillant les deux frères Barzani, chefs du PDK. Pour maintenir la stabilité dans la région, l'Irak est contraint d'offrir de nombreuses garanties à leur rival historique, Jalal Talabani, le chef de l'autre grand parti kurde, l'UPK (Union patriotique du Kurdistan).

Forces et faiblesses des belligérants⁴

En 1980, l'Iran dépasse largement l'Irak démographiquement et économiquement : le produit national brut (PNB) irakien atteint 40% du PNB iranien, avec une population trois fois moins nombreuse. L'Iran possède également un fort avantage géographique ; non seulement le pays est quatre fois plus vaste, mais surtout les villes importantes se trouvent dans la profondeur, protégées derrière la barrière naturelle des monts Zagros, alors que Bagdad ne se trouve qu'à 160 km de la frontière, facilement accessible.

Pour autant, militairement, les forces armées sont comparables, en raison des efforts financiers colossaux consentis par Saddam Hussein. L'Iran possède un avantage marqué dans les forces

¹ Institut d'études et de recherche des éditions du monde arabe, *op. cit.*, p.26.

² *Ibid.*, p.29.

³ *Ibid.*, p. 17 et 21.

⁴ KARSH Efraim, *op.cit.*, p. 16.

aériennes et navales, tandis que les forces terrestres irakiennes sont mieux équipées, tant en quantité qu'en qualité. Surtout, au-delà des données chiffrées, les forces armées iraniennes sont conjoncturellement dans une période de grande instabilité. Dès son arrivée au pouvoir, Ali Khomeiny se méfie de l'armée qu'il considère toujours favorable au chah. De nombreux cadres sont rapidement écartés lors de purges dès les premiers mois, tandis que le corps des Gardiens de la révolution est créé le 5 mai 1979. Cette nouvelle armée des « *pasdarans* »¹, choisis pour leur fidélité à la révolution, avive la défiance et les tensions envers l'armée. En juillet 1980 surtout, un complot militaire est déjoué et conduit le pouvoir à une répression terrible. Plusieurs centaines de cadres sont arrêtés, majoritairement dans l'armée de l'air, et cinquante pilotes sont exécutés, ce qui diminue significativement la capacité opérationnelle des forces aériennes.

Éléments de comparaison de l'Irak et de l'Iran en 1980²

		Irak	Iran
Le pays	Superficie	438 000km ²	1 648 000 km ²
	Population	13 millions	39 millions
	PNB	45 milliards \$	110 milliards \$
La défense	Budget de la défense	2,8 milliards \$	4,5 milliards \$
	Effectif forces armées	250 000	290 000
Armée de terre	Effectif	210 000	215 000
	Chars	1 750	1 710
	Autres blindés	2 350	1 900
Forces aériennes	Effectif	25 000	50 000
	Avions de combat	295	421
	Hélicoptères	300	835
Marine	Effectif	5 000	25 000
	Navires de guerre	17	25

L'ambition irakienne

Saddam Hussein comprend rapidement que les accrochages sont allés trop loin et qu'un affrontement avec l'Iran est inéluctable. Il réalise également que la faiblesse temporaire de l'Iran est un avantage conjoncturel qu'il doit saisir ; le pouvoir est plus focalisé sur sa propre survie que sur la préparation d'une guerre contre l'Irak, l'armée de l'air a perdu une grande partie de son efficacité, des troubles sécuritaires ont lieu dans les provinces du Kurdistan iranien et du Khouzistan. Il mesure également que l'Organisation des Nations Unies ne pourra pas intervenir dans le conflit, le Conseil de Sécurité étant bloqué par l'opposition Est-Ouest.

Ses observations le conduisent à opter pour une offensive préventive. Il n'envisage pas une

¹ Site Les clefs du Moyen-Orient, <http://www.lesclesdumoyenorient.com/Le-Corps-des-Gardiens-de-la.html>.

² RAZOUX Pierre, *op cit.*, p. 533.

attaque dans la profondeur jusqu'à Téhéran, mais imagine qu'une victoire rapide et décisive est possible et lui permettrait d'affaiblir durablement le régime iranien, d'accroître son prestige dans le monde arabe et de recouvrer la souveraineté sur le Chatt el-Arab.

En juillet, il réunit ses généraux et leur demande de planifier une offensive contre l'Iran. Aucun n'a le courage d'exprimer ses doutes sur l'impréparation de l'armée et les difficultés prévisibles. En août, il convoque à nouveau son état-major, précise que l'offensive est désormais irrévocable et en ordonne les préparatifs. Il sait que l'Iran n'a pas massé de nombreuses unités le long de la frontière et qu'il pourra disposer d'une supériorité locale de deux à quatre contre un, et conduire ainsi la guerre éclair qu'il ambitionne¹.

Son objectif est de conquérir la province du Khouzistan, qui lui permettrait à la fois de s'emparer des deux tiers du pétrole iranien et de sécuriser les deux rives du Chatt el-Arab. Il espère également bénéficier de l'appui local des populations arabophones du Khouzistan qui se révolteraient contre le régime islamique.

C. Le début de la guerre

Une fois prise la décision d'une attaque préventive, Saddam Hussein dénonce officiellement l'accord d'Alger alors que des affrontements conséquents à la frontière se multiplient. Le 22 septembre, l'offensive irakienne débute et obtient des succès mesurés dans les premiers jours. Mais la réaction politique et militaire de l'Iran oblige rapidement les Irakiens à adopter une posture défensive après trois mois de guerre.

La dénonciation de l'accord d'Alger

A partir du 26 août, la situation se dégrade encore sur la frontière avec des tirs à l'arme lourde². Ces accrochages permettent à Saddam Hussein de justifier le renforcement du dispositif militaire à la frontière. Ils provoquent également une certaine défiance de la communauté internationale envers Téhéran qui décide d'interdire la zone aux journalistes.

Le 4 septembre, en riposte à des tirs d'artillerie sur des villages irakiens, Saddam Hussein ordonne des offensives limitées en territoire iranien pour récupérer plusieurs parcelles revendiquées. Son armée s'empare ainsi en plusieurs jours de quelques îles rocheuses sur le Chatt el-Arab. Les pertes de ces premiers combats s'élèvent à une cinquantaine d'Iraniens et une centaine d'Irakiens.

Les combats se poursuivent dans les airs les jours suivants ; deux chasseurs iraniens, un

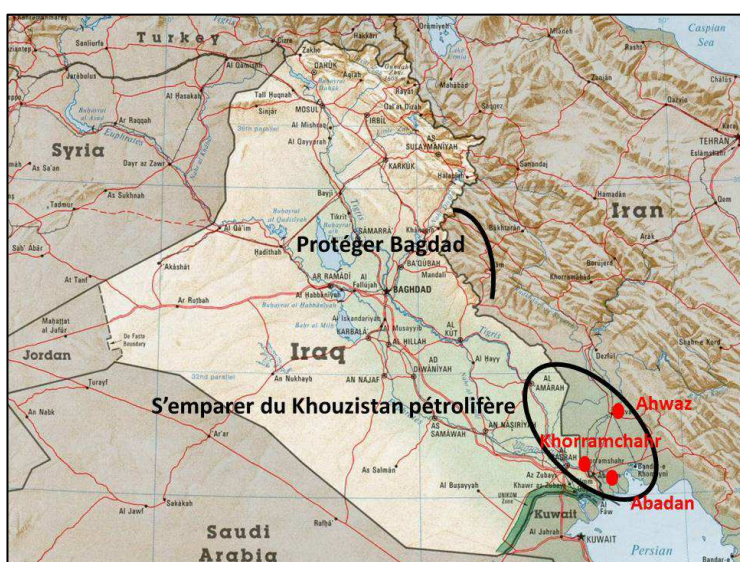
¹ RAZOUX Pierre, *op. cit.*, p. 23.

² Institut d'études et de recherche des éditions du monde arabe, *op. cit.*, p.108.

hélicoptère et deux chasseurs irakiens sont détruits. Le 17 septembre, Saddam Hussein dénonce l'accord d'Alger et déclare « que le Chatt-el Arab doit redevenir ce qu'il a toujours été dans l'histoire, dans son nom comme dans sa réalité; un fleuve arabe découlant d'une totale souveraineté »¹. Dès le lendemain, l'Iran refuse sans ambiguïté la dénonciation de l'accord et la négociation proposée par Saddam Hussein. Les duels aériens et d'artillerie s'intensifient alors que l'état-major irakien arrête le début de son offensive majeure au 22 septembre.

L'offensive irakienne

Le 22 septembre, 192 chasseurs irakiens décollent et constituent la première vague de l'offensive aérienne sensée détruire au sol l'aviation iranienne². Mais les pilotes irakiens, ne disposant ni de l'armement ni de l'entraînement adapté pour la destruction de cibles fixes, manquent de précision. C'est un échec complet : hormis des dégâts légers infligés aux pistes et infrastructures aéroportuaires, un seul chasseur iranien est détruit. L'espoir de Saddam Hussein de reproduire l'exploit des Israéliens pendant la guerre des Six jours – détruire au sol l'aviation ennemie – est vite déçu, le potentiel des Iraniens n'est même pas entamé³. Le lendemain, la riposte iranienne s'organise. L'armée de l'air, consciente qu'elle doit faire preuve de son efficacité et de sa loyauté auprès du nouveau régime, parvient à remettre en état rapidement de nombreux aéronefs et à mobiliser ses pilotes. Des raids sont menés quotidiennement. Au bout de quatre jours d'affrontements, le bilan s'élève à 40 avions irakiens détruits contre seulement 24 iraniens. Les Irakiens sont contraints de renoncer aux raids dans la profondeur. En Iran, au contraire, le



Les objectifs de l'offensive irakienne

jusqu'à la ville d'Ahwaz, afin d'isoler le complexe pétrolier de la ville d'Abadan. En revanche,

président salue le succès des aviateurs et fait libérer de nombreux pilotes.

Le 22 septembre, simultanément au raid aérien, l'offensive terrestre débute. Son objectif est double : saisir différents carrefours clés au sud des monts Zagros, de manière à rendre plus efficace la défense de Bagdad, et s'emparer d'une large bande de territoire iranien dans le Khouzistan,

¹ KARSH Efraim, *op.cit.*, p. 22.

² RAZOUX Pierre, *op. cit.*, p. 37.

³ KARSH Efraim, *op.cit.*, p. 22.

aucune opération n'est lancée dans le Kurdistan, puisque les Irakiens y sont déjà harcelés par les groupes armés indépendantistes kurdes.

Dix divisions sont engagées dans l'opération, soit plus de cent mille soldats irakiens, 1 600 chars et environ 2 000 véhicules blindés. Face aux 25 000 soldats iraniens en garnison dans la zone d'opération, le rapport de force est favorable. L'armée irakienne parvient donc à pénétrer de plusieurs kilomètres en Iran dans les premiers jours, malgré une défense parfois héroïque des Iraniens et un manque d'initiative des Irakiens pour exploiter leurs gains territoriaux¹. Dans le Khouzistan, les Irakiens atteignent les abords de la ville d'Ahwaz sans être en mesure de s'en emparer. À Khorramchahr, la situation est difficile : après avoir essuyé des pertes sévères, les Irakiens doivent renoncer à saisir la ville âprement défendue et se contentent d'en contrôler les accès.

Au bout d'une semaine de conflit, compte-tenu de l'acharnement des Iraniens dans certains combats, Saddam Hussein comprend qu'une victoire rapide est impossible. Bien qu'il n'ait pas atteint ses objectifs, il estime avoir conquis suffisamment de terrain pour négocier en position de force. Le 29 septembre, il proclame une trêve de huit jours et déclare avec assurance que l'Irak est disposé à négocier. Saddam Hussein exige la reconnaissance par l'Iran de sa souveraineté sur la totalité du Chatt el-Arab et sur certaines emprises le long de la frontière.



Le front en novembre 1980

La réaction iranienne

L'offensive irakienne ne provoque absolument pas le soulèvement espéré par Saddam Hussein des populations arabophones du Khouzistan². Au contraire, le sentiment national est avivé et renforcé par le conflit ; dès les premiers jours de la guerre, des dizaines de milliers de volontaires se présentent spontanément pour rejoindre le front. Le régime saisit cette opportunité pour tenter de surmonter les divisions profondes de la population, mais reste confronté à trois

¹ KARSH Efraim, *op.cit.*, p. 26.

² RAZOUX Pierre, *op.cit.*, p134.

menaces majeures. La première l'oppose à des mouvements d'opposition politique, notamment les anciens partisans du Chah ou encore le mouvement d'inspiration communiste « les *Moudjahidin* du peuple »¹. La seconde l'oppose à des mouvements indépendantistes dans les provinces du Kurdistan essentiellement, mais aussi de l'Azerbaïdjan et du Baloutchistan. L'Irak, enfin, constitue la troisième menace, mais ni la plus grave ni la plus urgente.



Les provinces iraniennes agitées par des mouvements indépendantistes

Profitant du répit que permet la trêve irakienne, l'Iran ordonne la mobilisation générale et étend la conscription de douze à vingt-quatre mois. Mais Téhéran refuse catégoriquement les propositions de négociation. En retour, l'Iran formule ses propres exigences : changement de régime et départ de Saddam Hussein, reconnaissance par l'Irak de sa responsabilité, remboursement des dommages de guerre.

L'Iran renforce son dispositif et la montée en puissance du corps des Gardiens de la révolution. Un conseil supérieur de la défense est créé par l'*ayatollah* Khomeiny, pour mieux contrôler l'armée et renforcer le pouvoir des *pasdarans*. Ce conseil amplifie les luttes entre militaires et *pasdarans* mais permet au moins une conduite plus fluide des opérations. L'armée est chargée d'opérer en milieu découvert, les *pasdarans* en milieu urbain.

Le 8 octobre, les combats reprennent. Les Iraniens effectuent des raids aériens quotidiens sur Bagdad, tandis que les Irakiens bombardent massivement les villes iraniennes du Khouzistan. Les Irakiens parviennent à s'emparer de Khorramchahr le 28 octobre au prix de pertes élevées (2 000 morts et 6 000 blessés)² et après deux semaines de combat acharnés. Mais sur le reste de la ligne de front, ils sont incapables de progresser et échouent à s'emparer de nouvelles localités. Fin novembre, presque tous les bâtiments de la marine irakienne sont détruits lors d'une bataille aéronavale à l'embouchure du Chatt el-Arab.

¹ KARSH Efraim, *op.cit.*, p. 73.

² RAZOUX Pierre, *op. cit.*, p. 146.

Au final, ces trois premiers mois de guerre se révèlent particulièrement décevants pour Bagdad. L'armée a pénétré d'une trentaine de kilomètres environ en Iran mais ne contrôle que 1% du territoire iranien et une seule ville importante, Khorramchahr. Les pertes s'élèvent à 4 000 morts, 10 000 blessés et de très nombreuses pertes matérielles, notamment un tiers de l'aviation et la quasi-totalité de la marine. L'Iran a su résister au choc, avec des pertes similaires, et a pu renforcer considérablement son dispositif à la frontière, renversant le rapport de forces en sa faveur. Le 10 décembre, l'Iran lance sa première contre-attaque d'envergure dans le secteur d'Abadan. Celle-ci échoue mais marque un tournant dans le conflit : l'Irak, désormais, est sur la défensive¹.

¹ RAZOUX Pierre, *op. cit.*, p. 162.

2 – De l'enlèvement à la guerre totale : décembre 1980 à mars 1987

La seconde phase de la guerre en constitue également la plus longue partie ; de décembre 1980 à mars 1987, aucun des deux pays n'a pu obtenir de victoire décisive malgré une intensité croissante des combats. Le conflit s'est donc à la fois enlisé et empiré, marqué par le caractère extrême des engagements, des guerres internes profondes et le rôle clef des relations internationales.

A. L'évolution du conflit

Militairement, les Iraniens conservent l'initiative au cours de cette seconde phase de la guerre et reprennent progressivement tout le terrain perdu en 1980. Les deux pays développent des stratégies différentes mais se retrouvent dans le caractère extrême de mener la guerre, qui s'étend aux populations et à l'économie.

La progressive reconquête iranienne

Au cours du premier semestre 1981, l'Iran élargit le front au Kurdistan et effectue de nombreuses offensives tout le long du front. Les pertes sont importantes de chaque côté et les gains territoriaux limités. A partir de l'été, les succès sont plus importants : l'Iran parvient à briser le siège d'Abadan en septembre (au prix de 2 000 morts et 5 000 blessés), puis à réduire le saillant de Susangerd en novembre¹ (voir carte suivante). Fin 1981, l'Iran a ainsi reconquis plus de 40% du territoire envahi par les forces irakiennes.

Les offensives se poursuivent en 1982 avec des effectifs engagés toujours croissants. En mars, pour l'offensive « Victoire », plus de 120 000 soldats iraniens sont engagés. Ils parviennent à progresser d'une soixantaine de kilomètres dans le secteur de Fakkeh et infligent des pertes très lourdes à l'Irak, avec trois divisions neutralisées et plus de 8 000 morts². En avril, plus de 200 000 hommes participent à la reconquête de Khorramchahr, triomphalement déclarée reprise par le régime le 24 mai. Les pertes sont colossales (8 000 Irakiens et 12 000 Iraniens), mais l'Iran a alors repris les 9/10^{ème} du terrain cédé en 1980³. A partir de cette date, l'Iran poursuit ses offensives mais avec des succès moindres ; l'opération « Ramadan béni » en juillet se traduit par une furieuse bataille de chars au sud du front, mais l'objectif de s'emparer de Bassora n'est pas atteint. En octobre, une autre opération pour percer le front face à Bagdad est un nouvel échec.

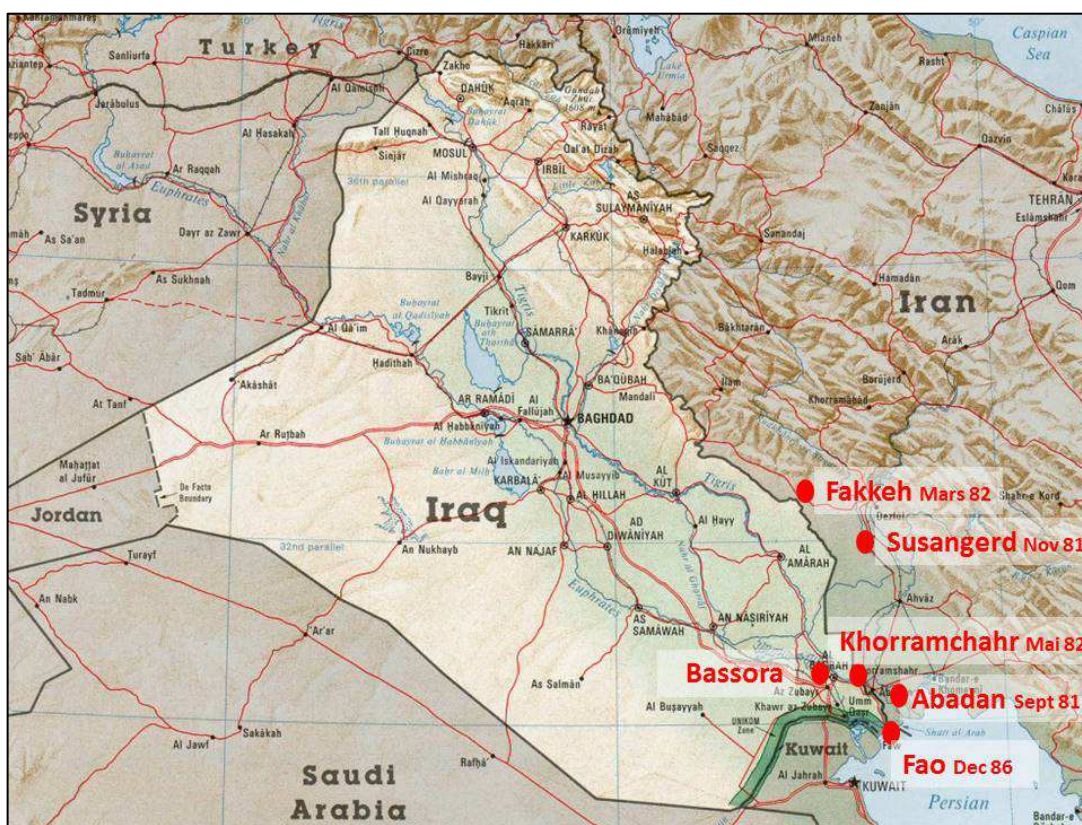
¹ KARSH Efraim, *op.cit.*, p. 33.

² *Ibid.*, p. 35.

³ *Ibid.*, p. 36.

De l'hiver 1982 jusqu'en 1986, le front évolue peu, sauf au Kurdistan où la complexité des alliances confère à la situation une grande volatilité. Hormis une offensive d'envergure en 1985, l'Irak reste en posture défensive et subit la pression et les offensives iraniennes régulières. Les effectifs des forces terrestres iraniennes ne cessent d'augmenter et le déséquilibre entre les deux pays s'accroît.

Février 1986 marque un nouveau tournant¹. L'Iran engage plus d'un million de combattants, dont 200 000 enfants, dans la bataille de Fao. C'est un succès énorme : avec des pertes réduites, les Iraniens tuent plus de 5 000 soldats Irakiens et s'emparent de la ville, à partir de laquelle ils menacent Bassora. Fao devient, dès lors, le point clef du front : les Irakiens y concentrent six divisions pour faire face aux 40 000 combattants iraniens. Les contre-attaques s'y enchaînent toute l'année 1986.



Les grandes batailles de la reconquête iranienne

Le 25 décembre 1986, les Iraniens lancent une nouvelle offensive destinée à s'emparer de Bassora². Mais la résistance des Irakiens est acharnée et victorieuse. Les Iraniens hésitent sur la conduite à tenir puis s'engagent finalement vers une obstination qui leur sera fatale. En janvier, ils relancent l'assaut avec toutes les forces disponibles. Les Irakiens combattent avec la conscience qu'un effondrement du front signifierait leur perte et ne cèdent le terrain que très

¹ KARSH Efraim, *op.cit.*, p. 48.

² RAZOUX Pierre, *op. cit.*, p. 403.

lentement. Les Iraniens poursuivent leurs assauts et les contraignent en février à se rétablir sur leur dernière ligne de défense, située à 8km seulement de Bassora. Ils doivent alors effectuer une pause opérationnelle¹. Téhéran tente de maintenir la pression avec deux autres offensives sur le front en mars 1987, tout en maintenant le siège de Bassora. En avril, un ultime assaut avec 40 000 hommes ne parvient à percer les lignes irakiennes. L'Iran doit renoncer. La bataille de Bassora leur a déjà coûté 40 000 morts et 80 000 blessés. Le quart des cadres des *pasdarans* est décimé ; Téhéran est à bout de souffle. La stratégie de l'offensive à outrance ne peut plus être soutenue.

A Bagdad, Saddam Hussein est soulagé. Ses pertes sont également importantes (10 000 morts), mais il sait que Bassora est sauvé et, surtout, que ce renoncement iranien traduit un tournant majeur qu'il pourra exploiter.

Des stratégies différentes

Au-delà du combat terrestre qui reste la forme d'affrontement la plus visible, l'Irak et l'Iran se distinguent par plusieurs choix stratégiques différents. L'un concerne le nucléaire. Au début de la guerre, Saddam Hussein compte énormément sur le développement de son programme nucléaire, lancé plusieurs années auparavant avec l'assistance technique de la France. Une centrale, dont la mise en service est prévue pour fin 1981, est notamment en construction à Osirak. Il s'agit d'un investissement financier important, qui doit permettre à l'Irak d'accéder à l'énergie nucléaire puis *in fine*, dans l'esprit de Saddam Hussein, à la bombe atomique. L'Irak aurait alors une puissance inégalée et l'assurance de sa survie face à l'Iran et Israël. Israël ne laisse cependant pas l'Irak assouvir ce rêve et ordonne en juin 1981 la destruction préventive, par raid aérien, de la centrale d'Osirak². Pour Saddam Hussein, il s'agit d'un coup sévère mais qui sera aussi, paradoxalement, une opportunité. En effet, la fin des prétentions nucléaires de l'Irak rassurera aussi bien les Etats-Unis et l'Union Soviétique que l'Europe, et sera déterminante dans la politique de rapprochement de ces pays avec Bagdad³.

En Iran, le cheminement sur le nucléaire est opposé. Le programme nucléaire civil, lancé par le Chah avec le soutien des Etats-Unis, est d'abord suspendu à la révolution islamique par souci de supprimer toute dépendance avec l'étranger. En 1982 toutefois, l'*ayatollah* Khomeiny réalise que la guerre contre l'Irak pourrait s'inscrire dans le temps long, et souhaite pouvoir punir l'Irak et se

¹ KARSH Efraim, *op.cit.*, p. 52.

² DERAÏ Jean-Paul, *Opération Ozirak : agression ou légitime défense ?*, Cahiers de la Méditerranée n°56, consulté en ligne, http://www.persee.fr/doc/camed_0395-9317_1998_num_56_1_1222.

³ RAZOUX Pierre, *op. cit.*, p. 183.

prémunir à jamais de nouvelles agressions. Il ordonne donc la reprise du programme, qui sera longue et difficile puisque l'Iran n'a pas d'allié dans ce domaine sensible. C'est ainsi de cette période que date la volonté iranienne, toujours réaffirmée depuis, de devenir une puissance nucléaire.



Lors de la bataille de Khorramchahr, date inconnue

L'Irak et l'Iran se distinguent aussi par leur façon de mener les combats. L'Iran, qui a l'avantage du nombre et de la démographie, pousse jusqu'à l'extrême cet avantage en utilisant sans compter sa ressource la moins chère : la vie de ses citoyens. De nombreuses batailles sont gagnées par l'envoi de vagues d'assauts incessantes, parfois sans le moindre appui artillerie¹. Les Irakiens leur infligent des pertes colossales mais finissent littéralement submergés par le nombre. Ce mode d'action inhumain devient réellement dramatique associé au recours intensif aux enfants soldats². Dès le début de la guerre, les *bassidjs* sont créés : il s'agit d'unités de réserve des *pasdarans* constituées d'enfants. Les jeunes *bassidjis* – littéralement les « résistants » – sont accueillis au sein des *pasdarans* et envoyés au combat, dans des missions souvent suicide, parfois sans armement. En 1986, 300 000 enfants âgés de douze à dix-huit ans ont déjà été envoyés au combat et un million supplémentaire a suivi un entraînement militaire. Ces jeunes suivent une courte formation puis reprennent les cours à l'école, et ne sont ensuite mobilisés que pour les opérations majeures. Ils alternent donc école et opérations, au cours desquelles ils représentent entre 20 et 40% des effectifs engagés. On estime à 80 000 le nombre d'enfants morts au cours de la guerre, et à 160 000 le nombre d'enfants blessés³. Ces *bassidjis* ne sont pas enrôlés de force ; le guide suprême loue leur courage et les exhorte au sacrifice, le régime accorde des avantages à leur familles, mais les enfants restent finalement volontaires⁴. Environ un tiers des enfants collégiens deviennent ainsi des combattants occasionnels plongés dans l'enfer de la guerre.

En infériorité numérique, l'Irak compte sur d'autres atouts pour arrêter les offensives iraniennes. De nombreux ouvrages défensifs sont érigés sur la ligne de front dès l'hiver 1981, y compris des canaux artificiels dans la région de Fao permettant de cloisonner l'ennemi. L'Irak possède aussi

¹ KARSH Efraim, *op.cit.*, p. 34.

² *Ibid.*, p. 39.

³ RAZOUX Pierre, *op. cit.*, p. 363.

⁴ KARSH Efraim, *op.cit.*, p. 62.

un armement bien supérieur tant quantitativement que qualitativement. Enfin, Saddam Hussein développe l'emploi des armes chimiques. Une première dispersion d'agents non persistants a lieu au Kurdistan en 1982. Bien que le gaz ne soit pas mortel, le manque de matériel de protection provoque un grand flottement dans les rangs iraniens. A partir de 1983, des gaz chimiques sont employés, au Kurdistan ou lors des contre-attaques de Fao et Bassora.

Enfin, Saddam Hussein appelle à de nombreuses reprises (septembre 1980, juin 1982, janvier 1983, juillet 1986) à une fin des combats et un règlement politique. Il reconnaît sa responsabilité dans le déclenchement de la guerre et accepte de respecter les frontières définies par l'accord d'Alger. Malgré certaines hésitations, toutes ces propositions sont rejetées par l'*ayatollah* Khomeiny qui exige que le régime irakien soit renversé et puni¹. À l'erreur stratégique de l'Irak de déclencher la guerre en 1980 font donc échos les refus obstinés de l'Iran de poursuivre le combat malgré la possibilité de négocier en position de force...

L'économie et la population visées

En mars 1982, l'Iran décide de porter un coup à l'Irak en réduisant de manière conséquente ses capacités d'exportation pétrolières. Téhéran demande à cette fin à la Syrie de fermer l'oléoduc irako-syrien par lequel Bagdad achemine son pétrole jusqu'à la Méditerranée². Damas négocie au prix fort cet accord mais ferme l'oléoduc en avril. Pour Saddam Hussein, il s'agit d'une perte de revenus substantielle qui l'incite en retour à cibler l'économie iranienne³.

En rétorsion, il instaure en août 1982 une zone d'exclusion maritime dans les eaux irakiennes du golfe Persique. C'est un moyen de réduire les exportations pétrolières iraniennes en rendant plus difficile l'écoulement de la production, et de freiner le commerce des compagnies maritimes avec l'Iran. L'aviation et la marine irakienne ciblent ensuite les navires pénétrant dans cette zone, le terminal de Kharg – plate-forme clef pour le commerce pétrolier de l'Iran, puis la raffinerie de Bandar Khomeiny. L'Iran, de son côté, frappe les centrales électriques irakiennes, les aérodromes et les installations pétrolières.

En février 1984, cette guerre contre l'économie s'étend aux populations. Saddam Hussein, en difficulté sur le front, espère faire fléchir l'Iran en ciblant les civils et annonce son intention de bombarder onze villes iraniennes, laissant trente jours aux habitants pour quitter les lieux : c'est le début de la guerre des villes. Des bombardements quotidiens ont lieu pendant plus d'un mois ;

¹ KARSH Efraim, *op.cit.*, p. 40.

² RIZK Charles, *Les Arabes ou l'Histoire à contre-sens : le monde arabe aujourd'hui*, consulté en ligne, <https://books.google.fr>.

³ KARSH Efraim, *op.cit.*, p. 68.

l'Irak frappe les villes de Dezfoul, Téhéran ou Chiraz avec des raids aériens ou des missiles Scud, l'artillerie iranienne réplique sur Bassora ou Fao.



Les principales infrastructures iraniennes visées par l'Irak

Constatant l'inefficacité de ce mode d'action, Saddam Hussein opte à nouveau pour la guerre des pétroliers à compter de mai 1984¹. Grâce à l'allonge supérieure des *Super-Etendard* récemment acquis, les Irakiens augmentent la portée et l'efficacité de leurs frappes. Une quarantaine de navires est touchée dans l'année 1984. La centrale nucléaire de Bushehr est ciblée à plusieurs reprises².

En avril 1985, un nouvel épisode de la guerre des villes intervient³. L'Iran, qui à son tour vient d'acquérir des missiles *Scud* à la Libye, provoque des dégâts importants à Bagdad. La guerre contre l'exportation du pétrole se poursuit également. En 1986, avec l'arrivée en Irak des *Mirage F1*, l'allonge des raids irakiens est encore accrue. Les Irakiens frappent encore le terminal de Kharg, mais aussi les plates-formes de Sirri, Larak et Lavan, jusqu'au détroit d'Ormuz. Ces raids parviennent à réduire de 12% les exportations iraniennes. Mais c'est surtout l'effondrement du prix du pétrole qui prive l'Iran d'un tiers de ses revenus en 1986.

¹ KARSH Efraim, *op.cit.*, p. 50.

² RAZOUX Pierre, *op. cit.*, p. 318.

³ KARSH Efraim, *op.cit.*, p. 47.

B. Les guerres internes

Cette seconde phase de la guerre, de 1980 à 1987, est aussi marquée par les guerres internes tant en Iran qu'en Irak. Les islamistes radicaux prennent l'ascendant sur les laïcs modérés en Iran, la guerre s'étend au Kurdistan où les alliances changeantes rendent le conflit très instable, et Saddam Hussein parvient à museler toute opposition en Irak.

En Iran

La république islamique a dû s'imposer face à de nombreuses menaces internes pour asseoir son autorité. Outre les luttes contre les mouvements d'insurrection régionales (au Kurdistan, en Azerbaïdjan et au Baloutchistan) ou celle contre la rébellion d'inspiration communiste des *Moudjahidin* du Peuple¹, la principale lutte en 1980 oppose en fait le clergé radical à la composante laïque modérée. Cette tension se cristallise dans les jeux d'influence politique auprès du guide d'une part, et dans les conflits entre l'armée régulière et les *pasdarans* d'autre part.

Le clergé obtient une grande victoire en juin 1981. Après avoir considéré le président Bani Sadr – ami modéré de l'*ayatollah* Khomeiny – responsable de la défaite de 1980, des membres du clergé l'accusent de trahison. Le guide suprême de la révolution comprend qu'il doit lâcher son protégé et lui retire son statut de commandant en chef. Deux semaines plus tard, un attentat attribué aux *Moudjahidin* du Peuple tue 74 personnes lors d'une réunion de la république islamique². L'élite de la jeune république est décapitée, le secrétaire général du mouvement et quatorze ministres sont tués. Cet attentat profite considérablement à deux mollahs intransigeants âgés d'une quarantaine d'année, qui prennent dès lors une importance clef ; Ali Khomeiny, qui devient en octobre président de la République, et Akbar Hashemi Rafsandjani, président du Parlement. Une vague de répression intense survient ensuite ; plus de 2 000 Iraniens sont arrêtés et exécutés à l'été 1981, ce qui montre à quel point la lutte principale du régime n'est alors pas contre l'Irak mais contre l'opposition interne³.

En 1982, les tensions entre *pasdarans* et militaires s'amplifient. En avril, une purge importante est menée contre des militaires qui avaient osé critiquer publiquement le corps des Gardiens de la révolution. En juillet, après l'échec de l'opération « Ramadan béni » dans le secteur de Bassora, un effort matériel conséquent est réalisé au profit des *pasdarans* pour les doter d'armes lourdes.

¹ KARSH Efraim, *op.cit.*, p. 73.

² Site Voltairenet, <http://www.voltairenet.org/article12526.html>.

³ RAZOUX Pierre, *op. cit.*, p. 187.

Cette défiance mutuelle entre militaires et *pasdarans* ne cessera jamais, mais le régime ne fera que renforcer les effectifs, les moyens et les prérogatives des *pasdarans*, seule force armée en qui il a toute confiance¹.

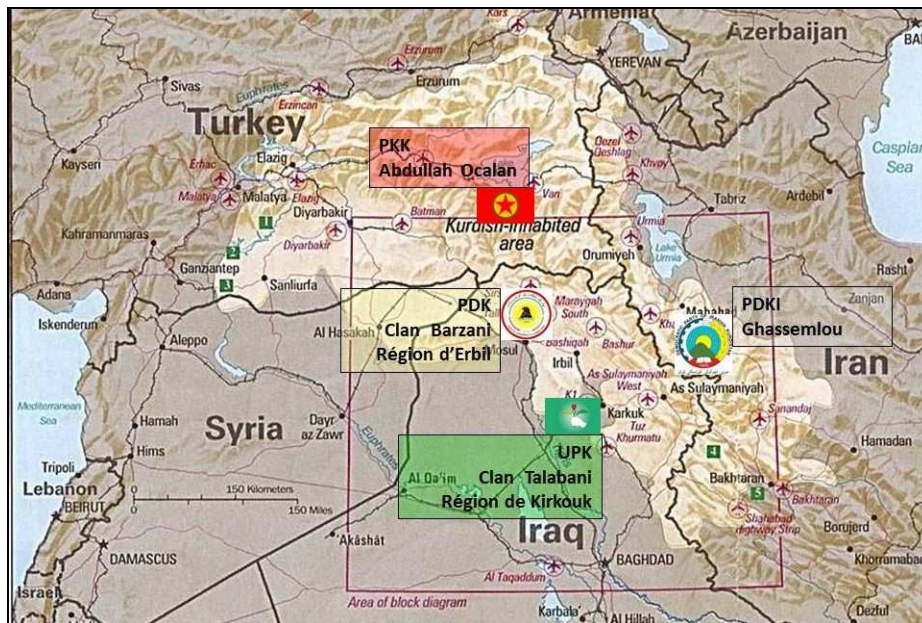
Les guerres internes, enfin, sont des luttes de personnes. A Téhéran, Ali Khomeiny et Akbar Hashemi Rafsandjani savent qu'ils sont les seuls candidats sérieux pour succéder au guide suprême, âgé. Ils se livrent donc une bataille politique permanente. Ali Khomeiny profite de chaque revers militaire pour critiquer son rival, qui, en tant que chef du conseil de la guerre, commande les opérations militaires. Il conseille à l'*ayatollah* Khomeiny d'accepter les propositions de paix formulées par l'Irak pour mieux combattre les opposants politiques internes. A l'inverse, Akbar Hashemi Rafsandjani plaide la poursuite des combats pour punir Saddam Hussein et exporter la révolution.

Au Kurdistan

En janvier 1981, les Irakiens souhaitent reprendre l'initiative et élargissent le front au Kurdistan. La situation y est assez complexe. Saddam Hussein s'appuie à la fois sur le mouvement kurde irakien UPK (union patriotique du Kurdistan) dirigé par Jalal Talabani et sur le mouvement kurde iranien PDKI (parti démocratique du Kurdistan d'Iran) de Abdul Rahman Ghassemlou. Les deux partis ont un intérêt majeur dans la coopération avec le régime irakien : les armes et financements reçus de Bagdad permettent au PDKI de lutter contre le régime iranien, et à l'UPK de lutter contre l'autre grand mouvement kurde irakien, le PDK (parti démocratique du Kurdistan) des frères Barzani, rival historique de l'UPK².

¹ KARSH Efraim, *op.cit.* p. 39.

² GALLOIS Pierre-Marie, *Le sang du pétrole, essai de géopolitique*, consulté en ligne, <https://books.google.fr>.



Les principaux mouvements kurdes

En avril 1981, le PDKI déclenche une insurrection générale dans le Kurdistan iranien avec ses 20 000 combattants et s'empare de plusieurs vallées. La riposte iranienne survient en septembre, au prix de combats violents qui tuent 2 500 soldats *pehmergas* (nom traditionnel des combattants kurdes) et 5 000 combattants iraniens.

En juillet 1983, les Iraniens déclenchent une autre offensive (« Aurore 2 ») dirigée, cette fois-ci, contre les Irakiens et non contre les Kurdes d'Iran. Les forces armées iraniennes pénètrent d'une quinzaine de kilomètres en Irak, le PDKI subit des pertes très lourdes. Des exactions terribles sont commises par les différents camps kurdes qui suscitent la haine de la population. Une autre offensive (« Aurore 4 ») est lancée en octobre. Le village iranien de Gavileh, qui s'opposait au régime depuis un an, est totalement massacré par une division iranienne.¹

En 1984, les alliances changent et la situation évolue donc rapidement en raison de la montée en puissance du PKK (parti des travailleurs du Kurdistan), mouvement indépendantiste des Kurdes de Turquie. Encouragé par le succès des mouvements kurdes d'Irak et d'Iran, le PKK déclenche, à son tour, une insurrection armée contre Ankara. En réaction, Ankara se rapproche de Bagdad pour pouvoir lutter plus efficacement contre les rebelles, les deux pays s'accordant un droit mutuel de poursuite sur leur territoire. Mais ce rapprochement entre l'Irak et la Turquie détruit l'équilibre établi. En effet, Jalal Talabani refuse de collaborer davantage avec Bagdad qui favorise la lutte contre le mouvement cousin du PKK : l'UPK a besoin du PKK pour lutter contre le PDK !

Jalal Talabani rompt donc ses relations avec Saddam Hussein en mars puis refuse sa proposition

¹ RAZOUX Pierre, *op. cit.*, p. 266.

de déposer les armes en échange de l'amnistie générale de l'UPK. La situation devient donc très instable ; l'UPK combat à la fois l'armée irakienne, le PKK et les membres du PDKI restés fidèles à Bagdad. Le PDKI dénonce lui aussi son alliance avec Bagdad. Le régime irakien doit alors combattre simultanément toutes les factions kurdes.

En juillet 1985, les Iraniens déclenchent une nouvelle offensive dans le Kurdistan irakien mais qui est repoussée par une contre-attaque. En février 1986, ils parviennent à avancer dans les montagnes du Kurdistan irakien, mais des bombardements massifs de napalm les obligent en mars en se replier.¹

Enfin, à compter de mars 1987, les deux grands partis rivaux du Kurdistan irakien, UPK et PDK, s'entendent pour faire front commun face à Bagdad, ce qui complique considérablement la tâche de Saddam Hussein pour le reste de la guerre.

Le Kurdistan est donc, au final, sur cette longue période un lieu d'affrontement continu mais sur lequel ni l'Irak ni l'Iran ne parviennent à prendre l'avantage tant l'insurrection y est forte.

En Irak

Responsable de l'offensive sur l'Iran, Saddam Hussein se retrouve vite dans une difficile position après la défaite de Khorramchahr, en mars 1982. La situation est en effet critique, suite à sa décision personnelle – prise à l'encontre de son état-major – de s'engager militairement. L'Irak déplore alors 30 000 morts et 35 000 prisonniers, la moitié des forces engagées dans l'offensive a été neutralisée. Saddam Hussein craint donc que le parti, l'armée ou la population ne se retournent contre lui.

Son mode d'action est donc simple ; obtenir l'obéissance de l'armée et du parti par la crainte et le soutien de la population en lui assurant de bonnes conditions de vie. Régulièrement, il relève de leur commandement les officiers dont il veut se séparer et ordonne la tenue de tribunaux militaires pour exécuter ou emprisonner les officiers responsables de défaites². En mars 1982, dix officiers jugés responsables de la défaite à Khorramchahr sont exécutés. En juillet 1984, Saddam Hussein invite de nombreux officiers à une soirée à Bagdad, et en fait arrêter – puis exécuter – une cinquantaine à cette occasion.

Mais le président sait aussi se montrer généreux pour gagner la fidélité de ses subordonnés. Il offre de belles récompenses aux officiers généraux victorieux, notamment des voitures ou des appartements. En février 1986, lors de la contre-attaque sur Fao, il promet d'offrir sa fille en

¹ *Ibid.*, p. 371.

² KARSH Efraim, *op.cit.*, p. 70.

mariage au fils d'un des généraux commandant l'une des trois colonnes d'assaut.

Après de la population, son principal objectif est de limiter les conséquences de la guerre. Le régime consacre donc une part importante du budget à l'achat de biens de consommation courante, ce qui permet d'alimenter le commerce local. Les familles des victimes de guerre font l'objet de mesures très avantageuses : pensions, terrains et prêts leur permettent de devenir propriétaires. Une certaine émulation au sein de la population est également recherchée avec la mise en place de privilèges pour les méritants qui reçoivent la carte des « amis de Saddam » et les privilèges associés : gratuité des soins médicaux, gratuité de l'université pour les enfants, et invitation annuelle à Bagdad pour rencontrer le président¹. Enfin, un véritable culte de la personnalité est instauré pour souder la population derrière son président ; des fresques immenses, des dessins ou des photographies vantent partout dans le pays les mérites de Saddam Hussein.

C. La dimension internationale du conflit

La guerre Irak – Iran ne se limite pas aux seules frontières de ces deux pays. Bien au contraire, leurs besoins en armement et en liquidités rendent déterminantes les alliances extérieures, pourtant assez volatiles. Dans ce cadre international, la France et les Etats-Unis occupent une place singulière et sont directement visés – au travers de prises d'otage et d'attentats – du fait de leur implication dans le conflit.

La volatilité des alliances

Jusqu'à 1979, l'Iran était l'allié du camp occidental au Moyen-Orient tandis que l'URSS soutenait l'Irak. Mais la révolution puis la guerre bousculent ces alliances qui évoluent ensuite avec la situation.

En septembre 1980, Moscou s'agace de l'offensive irakienne. Saddam Hussein a attaqué l'Iran sans prévenir préalablement son allié russe, et mène ouvertement une politique de répression à l'encontre des communistes irakiens. L'URSS décide donc de suspendre provisoirement les exportations d'armement à Bagdad, et propose même une coopération militaire à l'Iran. L'Iran l'accepte en avril 1981, car l'armée a absolument besoin de recevoir des pièces détachées pour assurer la maintenance des véhicules de combat d'origine soviétique capturés en Irak. En 1982, les Russes réalisent qu'un effondrement de l'Irak serait très négatif pour Moscou, ancien allié et important fournisseur d'armes de l'armée irakienne. Ils constatent aussi qu'une convergence

¹ RAZOUX Pierre, *op. cit.*, p. 326.

d'intérêts semble impossible avec l'islamisme radical mis en œuvre par l'Iran. Sans rompre les liens avec Téhéran, ils privilégient donc à nouveau à partir de cette date leur relation avec Bagdad¹. Un nouveau rapprochement avec l'Iran, sans conséquences importantes, est enfin opéré en 1985 sous l'impulsion de Gorbatchev.

En Europe, la plupart des pays adopte une conduite neutre et opportuniste, évitant de prendre parti pour mieux pouvoir commercer avec les deux belligérants². Le coup d'arrêt porté au programme nucléaire irakien par Israël en 1982 soulage les Européens et encourage le renforcement des relations commerciales avec Bagdad. Pour autant, malgré l'embargo sur la livraison d'armes à l'Iran imposé par les Etats-Unis, la plupart des pays vendent armes ou munitions à Téhéran en contournant l'embargo : les cinq pays du Conseil de sécurité de l'ONU (Etats-Unis en tête !) mais aussi l'Autriche, la Belgique et la Suède par exemple³.

Dans le monde arabe, les monarchies du Golfe sont contraintes de soutenir l'Irak pour éviter l'installation d'un régime chiite en Irak, tout particulièrement quand un effondrement de l'Irak est redouté – début 1982 et début 1986. Mais les alliés sunnites n'accordent qu'une confiance très limitée à Saddam Hussein et restent donc mesurés. Leur appui sera essentiellement financier. À la différence de l'Iran à qui tous les fournisseurs imposeront un paiement comptant, l'Irak financera l'effort de guerre à crédit.

La Syrie, la Libye et Israël optent pour l'Iran, davantage pour affaiblir Saddam Hussein que par convergence stratégique. La Turquie, enfin, est dans une position avantageuse car l'Iran comme l'Irak ne peuvent se permettre un nouveau front au Nord et soignent donc leurs relations avec Ankara.

La France directement impliquée

Avant la guerre, la France entretient de bonnes relations à la fois avec l'Irak et l'Iran. Des accords importants ont été signés avec Saddam Hussein dans l'industrie pétrolière, l'énergie nucléaire, le matériel militaire et les travaux publics. Avec l'Iran, un contrat a également été signé dans le nucléaire, et le Chah a accordé à la France un prêt de 1 milliard de dollars en échange d'une participation au capital d'Eurodif, filiale du Commissariat à l'Energie Atomique.

La révolution islamique modifie radicalement la situation. En novembre 1980, l'Iran réclame le remboursement du prêt consenti par le chah tout en conservant son actionnariat dans Eurodif. Paris refuse fermement. Le désaccord s'aggrave en juillet 1981 quand la France accorde l'asile au

¹ KARSH Efraim, *op.cit.*, p. 42.

² RAZOUX Pierre, *op. cit.*, p. 109.

³ RAZOUX Pierre, *op. cit.*, p. 307.

président iranien en exil, Bani Sadr, ainsi qu'à Massoud Radjavi, chef des *Moudjahidin* du Peuple. En représailles, l'*ayatollah* Khomeiny bloque une soixantaine de ressortissants français en Iran pendant une semaine, jusqu'à ce que Paris, pour désamorcer la crise, ne livre des frégates dont la livraison avait été bloquée à la révolution islamique.

Mais la crise ne fait que commencer. En septembre, l'Iran fait assassiner Louis Delamare, l'ambassadeur de France à Beyrouth, par des milices chiites. Cela ne fait que renforcer significativement, en réaction, les ventes d'armement françaises à l'Irak. En juillet 1982, suite à l'invasion du Liban par Israël, la France projette un détachement au sein de la FMSB, la Force Multinationale de Sécurité à Beyrouth sous commandement américain. L'Iran condamne fermement cette présence française au Liban¹.

En mai 1983, la France propose à l'Irak de lui livrer des avions *Super Etendard* équipés de missiles *Exocet*, un missile antinavire particulièrement efficace. Au travers de plusieurs incidents, l'Iran fait savoir à la France qu'elle n'acceptera pas une telle livraison, mais la France ne se laisse pas intimider et livre le 7 octobre les *Super-Etendard* en Irak. La réaction iranienne ne tarde pas ; le 23 octobre, l'immeuble du Drakkar, où stationne le détachement français à Beyrouth, est détruit par un camion suicide : 58 parachutistes français sont tués. Le 21 décembre, l'Iran fixe à la France un ultimatum de dix jours pour quitter le Liban. Le 31, deux bombes explosent à la gare de Marseille et dans un TGV. Démunie face à cette détermination iranienne, la FMSB est dissoute en mars 1984 ; Américains, Français, Britanniques et Italiens se retirent du Liban².

En juillet 1984, l'Iran fait connaître de nouvelles exigences envers les autorités françaises : le remboursement du prêt d'Eurodif, l'extradition de Bani Sadr et Massoud Radjavi, et la relaxe d'Anis Naccache, le chef d'un commando iranien condamné en France pour le meurtre d'un policier. Comme Paris tarde à répondre, l'Iran commande en mars 1985 des prises d'otages de Français à Beyrouth et arraisonne un navire français dans le golfe. Puis, en décembre, deux nouveaux attentats à Paris font 41 blessés. La France formule une proposition à l'Iran, avec notamment la grâce présidentielle à Naccache. L'offre étant jugée insuffisante, des nouvelles vagues d'attentats frappent la France en février et mars. Pour y mettre fin, Jacques Chirac se déclare prêt à expulser Radjavi et promet la grâce présidentielle à Anis Naccache, ce qui permet d'obtenir la libération de deux otages. Toutefois, les négociations restent difficiles et Mitterrand, pour mettre en difficulté son Premier Ministre en période de cohabitation, refuse finalement la

¹ *Ibid.*, p. 287.

² Site Wikipedia, https://fr.wikipedia.org/wiki/Force_multinationale_de_s%C3%A9curit%C3%A9_%C3%A0_Beyrouth.

grâce présidentielle promise pour Naccache¹. Les Iraniens réagissent rapidement ; des pétroliers français sont attaqués dans le Golfe et des attentats sont menés à Paris à l'Hôtel de Ville, aux Champs Elysées, à la préfecture de police et rue de Rennes². Finalement, la France reprend les négociations en octobre et accepte les conditions dictées par Téhéran. En novembre, un premier virement de 330 millions de dollars est effectué dans le cadre du remboursement du prêt d'Eurodif, les otages sont libérés. Au total, les attentats auront causé 13 morts et 300 blessés en France.

Le positionnement des Etats-Unis

Les relations entre l'Iran et les Etats-Unis sont aussi délicates que celles avec la France. Dès les premières semaines de la révolution islamique, les Iraniens prennent en otage les membres de l'ambassade américaine à Téhéran. Après l'échec total d'une opération de libération en avril 1980, les otages sont finalement libérés après plus de 14 mois de captivité, en janvier 1981, le jour de l'investiture de Ronald Reagan, grâce à des négociations menées par la nouvelle administration républicaine³.

L'ouverture en direction de l'Irak survient en 1982. Alors que les Etats-Unis n'entretenaient aucune relation solide avant la guerre, la prise d'otages à Téhéran, la menace de la chute de l'Irak et la destruction de la centrale nucléaire d'Osirak les incitent à soutenir désormais Bagdad⁴.

Suite à leur intervention au Liban, les Etats-Unis subissent exactement les mêmes pressions iraniennes que la France. Dès juillet 1982, des Américains sont kidnappés à Beyrouth. En novembre 1983, la situation s'empire ; simultanément à l'attentat du Drakkar, un autre camion suicide détruit l'état-major du détachement des Marines à Beyrouth, tuant 242 soldats américains. Le chef de poste de la CIA est torturé et tué en mars 1984. Les Etats-Unis quittent donc le Liban en mai 1984, après plusieurs bombardements navals sur les positions du Hezbollah pour garder la tête haute.

De nouvelles prises d'otages ont lieu après le retrait des Etats-Unis du Liban. L'Iran négocie leur restitution contre de nouvelles exigences, notamment la restitution de tous les avoirs du chah et

¹ RAZOUX Pierre, *op. cit.*, p. 301.

² 20 mars 1986, attentat à la galerie « *Point Show* », avenue des Champs Elysées : 2 morts, 29 blessés. 8 septembre, attentat au bureau de poste de l'Hôtel de Ville de Paris : 1 mort, 21 blessés. 12 septembre, attentat à l'hypermarché Casino à La Défense : 54 blessés. 14 septembre, attentat au « Pub Renault », avenue des Champs Elysées : 2 morts, 1 blessé. 15 septembre, attentat dans la salle de délivrance des permis de conduire de la préfecture de police de Paris : 1 mort, 56 blessés. 17 septembre, attentat dans le magasin Tati, rue de Rennes : 7 morts, 55 blessés.

³ YAVARI d'HELLEN COURT Nouchine, *Les otages américains à Téhéran*, La documentation française, Paris, 1992, p. 46.

⁴ KARSH Efraim, *op.cit.*, p. 43.

la fin du rapprochement avec l'Irak. Face au refus américain, les prises d'otages et attentats augmentent, notamment celui contre l'ambassade américaine à Beyrouth qui tue 23 Américains. En mai 85, les Etats-Unis s'accordent avec l'Arabie Saoudite pour mener une guerre économique contre l'Iran. Ryad augmente considérablement sa production pétrolière, ce qui fait baisser le prix du baril et donc les revenus iraniens.

En novembre 1986, le scandale de *l'Irangate* est révélé par un journal libanais. Les Etats-Unis découvrent que malgré l'embargo imposé par Washington sur les ventes d'armes à l'Iran, l'administration américaine a donné son accord pour livrer des missiles à l'Iran, via Israël, dans le but de faire libérer les otages et de financer, avec l'argent des ventes d'armes, le mouvement contre-révolutionnaire nicaraguayen « Les Contrats ». En réalité, en quinze mois, seuls trois otages ont été libérés contre 2 500 missiles *Tow* et 300 missiles *Hawk*. Ce scandale a une répercussion considérable aux Etats-Unis et fragilise énormément Reagan, même si aucune preuve de son implication personnelle ne peut être établie¹.

Cette seconde phase de la guerre frappe avant tout par son caractère total. La guerre s'est étendue aux enfants soldats, aux armes chimiques, aux populations civiles, au trafic maritime international, à l'économie, au Liban et à la France. L'Iran a souvent dominé tactiquement l'Irak, mais sans jamais s'en contenter stratégiquement malgré les propositions de négociation irakiennes. Affaiblis par des pertes humaines et matérielles colossales, les Iraniens doivent désormais renoncer à leur stratégie d'offensive à outrances.

¹ RAZOUX Pierre, *op. cit.*, p. 398.

3 – L'internationalisation et le cessez le feu : avril 1987 à 1988

Cette dernière phase de la guerre est marquée par la chute de l'Iran. Incapable de poursuivre ses offensives, l'Iran opte pour une stratégie de perturbation dans le golfe Persique qui précipite en retour un déploiement naval occidental d'ampleur. Au sol, les forces armées irakiennes reprennent l'initiative et bousculent l'Iran qui doit finalement renoncer à la guerre.

A. La dégradation dans le golfe Persique

La décision iranienne de perturber le trafic dans le golfe Persique provoque un déploiement naval robuste. L'entêtement de l'Iran à défier cette force maritime lui est ensuite fatale.

La nouvelle stratégie iranienne

En avril 1987, Téhéran prend pleinement conscience de la gravité de la situation. Fait rarissime, des *pasdarans* manifestent dans la capitale, les cas de désertion se multiplient, la population montre sa lassitude. La contestation politique s'amplifie ; l'*ayatollah* Montazéri devient la figure de proue de l'opposition et critique de plus en plus ouvertement le gouvernement¹.

La poursuite des offensives à outrance est désormais impossible. Les pertes colossales tant dans les rangs de l'armée que du corps des gardiens de la révolution n'ont pu être compensées. La durée du service militaire est prolongée pour pallier les pertes et les désertions. L'Iran choisit alors de privilégier une guerre d'usure. Il s'agit, au sol, de maintenir à la fois le siège de Bassora et une présence au Kurdistan irakien pour fixer les troupes irakiennes, et de harceler l'armée irakienne sur le reste du front. Surtout, cette guerre d'usure doit principalement s'exercer dans le golfe Persique par la perturbation du trafic maritime international. L'Iran espère ainsi inciter les monarchies sunnites et les Occidentaux à imposer une baisse des raids irakiens réguliers sur ses infrastructures pétrolières, qui limitent considérablement ses revenus.

Dans cette politique de harcèlement du trafic maritime, l'Iran met en œuvre trois modes d'action : le minage du détroit d'Ormuz, les attaques directes par des vedettes rapides de *pasdarans* qui ouvrent le feu sur les bâtiments à la mitrailleuse et au lance-roquettes, et des tirs de missiles sur les navires ou les terminaux pétroliers koweïtiens. Des batteries de missiles anti-navires sont ainsi déployées dans la région de Bandar Abbas² (voir carte p. 33).

¹ RAZOUX Pierre, *op. cit.*, p. 415.

² *Ibid.*, p.416.

La réaction occidentale

Cette nouvelle politique iranienne obtient immédiatement le contraire de l'effet escompté. Les Occidentaux n'exercent aucune pression à l'encontre de l'Irak mais, au contraire, renforcent leur présence militaire. Dès le mois d'avril, Britanniques et Américains envoient des bâtiments supplémentaires.

En mai, c'est au tour de l'URSS de réagir. Après l'attaque d'un cargo soviétique puis l'explosion d'une mine sur un pétrolier, Moscou met en garde l'Iran et fait savoir que tout nouvel incident serait suivi de représailles fortes¹.

Le Koweït demande ensuite la protection du Conseil de Sécurité car plusieurs pétroliers koweïtiens ont été endommagés. Le Conseil de Sécurité ne parvient pas à trouver un consensus mais l'URSS propose son aide au Koweït. En réaction, les Etats-Unis surenchérisent et placent la moitié des pétroliers koweïtiens sous pavillon américain.

En mai, une frégate américaine, l'*USS Stark*, est détruite par méprise par un *Falcon* irakien, qui cherchait à couler des bâtiments iraniens à proximité de la zone d'exclusion maritime iranienne. 37 soldats américains sont tués et 21 autres blessés. Saddam Hussein présente ses excuses aux Etats-Unis et les convainc qu'il s'agit d'une méprise.

Le 21 juillet, les Etats-Unis lancent l'opération *Earnest Will*² pour sécuriser les navires sous pavillon américain dans le Golfe. Il s'agit du plus gros déploiement naval depuis la Seconde Guerre mondiale, avec une cinquantaine de bâtiments. Les navires de guerre doivent effectuer chaque semaine des escortes au profit des pétroliers entre le détroit d'Ormuz et les terminaux du Koweït. L'Iran ne se laisse pas intimider et poursuit sa stratégie. Le 24, un des pétroliers escortés par le premier convoi heurte une mine et doit être remorqué. Ce revers conduit les Etats-Unis à renforcer encore leur flotte. La flotte aéronavale des Etats-Unis comporte plus de chasseurs que toute l'armée de l'air iranienne, deux porte-avions, un porte hélicoptère, des hydroptères lance-missiles : la supériorité est écrasante.

Au Liban, la prise d'otage du journaliste Roger Auque le 13 janvier 1987 aggrave les relations entre la France et l'Iran et provoque également le déploiement de la Marine française. Les services de renseignement français parviennent à identifier Wahid Gordji, vivant à Paris, comme le responsable de la prise d'otage. Une vaste opération de police est effectuée, avec 57 personnes interpellées mais Wahid Gordji parvient à s'échapper à temps et trouve refuge à

¹ RAZOUX Pierre, *op. cit.*, p. 419.

² Site GlobalSecurity.org, http://www.globalsecurity.org/military/ops/earnest_will.html.

l'ambassade d'Iran¹. Le gouvernement Chirac fait preuve d'une grande fermeté et place alors sous surveillance l'ambassade d'Iran, pour éviter que Gordji ne puisse fuir. Jacques Chirac laisse ensuite aux Iraniens jusqu'au 16 juillet pour remettre Gordji à la police française, sous peine d'expulser tous les diplomates de l'ambassade. En réaction, l'Iran attaque, le 13 juillet, le navire porte-conteneurs français *La Ville d'Anvers* dans le Golfe. La France assiège avec des gendarmes mobiles l'ambassade d'Iran à Paris, l'Iran assiège l'ambassade de France à Téhéran ; la guerre des ambassades débute. Le 17 juillet, Paris annonce la rupture de ses relations avec l'Iran et l'envoi du groupe aéronaval dans le Golfe. Le porte-avions *Clemenceau* passe mi-août le détroit d'Ormuz. En novembre, un accord est trouvé pour mettre fin à la guerre des ambassades ; Gordji est rendu aux Iraniens, la deuxième partie du prêt d'Eurodif est remboursée et, en échange, l'Iran libère deux otages. Entre temps, les Etats-Unis ont mis un terme aux intimidations iraniennes.

Les représailles américaines

Malgré la balance des forces totalement en sa défaveur, l'Iran s'entête dans sa politique de harcèlement. Les Etats-Unis parviennent, en septembre, à filmer des hélicoptères iraniens larguant des mines dans le golfe Persique et prouvent ainsi la responsabilité de l'Iran. Ces images valent à l'Iran une large condamnation du monde occidental et favorisent, en réaction, le rapprochement de l'URSS et de l'Iran, par le biais de l'opposition Est-Ouest habituelle.



Le golfe Persique

¹ RAZOUX Pierre, *op. cit.*, p. 429.

En octobre, les Iraniens testent le dispositif saoudien et intensifient les tirs de missiles sur les terminaux koweïtiens. Le 14 octobre notamment, un missile tiré sur le terminal d'Al Ahmadi touche le pétrolier américain *Sea Isle City* et tue plusieurs officiers. En représailles, le 19 octobre, les Etats-Unis effectuent un bombardement naval intense sur deux plates-formes iraniennes à proximité du terminal de Lavan, avant d'y hélicopter des commandos pour achever la destruction. L'Iran tire à nouveau un missile sur le terminal d'Al Ahmadi, le 22 octobre, et bombarde l'île saoudienne de Boubiyan. L'Arabie Saoudite, qui avait longtemps refusé toute présence américaine sur son sol, accepte, après ce nouvel incident, le déploiement de batteries de missiles *Hawk* sur ses côtes, et de plusieurs bataillons sur l'île de Boubiyan¹.

Une certaine accalmie survient ensuite entre la fin 1987 et le début de l'année 1988. Les marines occidentales poursuivent la sécurisation du trafic et le déminage du Golfe, sans accrochage direct avec les Iraniens. Cette accalmie s'achève en avril 1988. Le 14 avril, une frégate américaine heurte une mine alors qu'elle sécurisait un convoi pétrolier. Les Etats-Unis réagissent, le 18 avril, en détruisant deux nouvelles plates-formes au sud du terminal de Lavan, selon un mode opératoire similaire à l'opération d'octobre. L'Iran, en dépit du rapport de forces en sa défaveur, jette ses dernières forces dans la bataille et envoie ses vedettes attaquer les frégates américaines. En une journée de combats, les Etats-Unis détruisent le reliquat de la marine iranienne : une frégate, un patrouilleur, trois vedettes. 57 marins iraniens sont tués, outre une vingtaine de blessés. Cette bataille navale prive désormais l'Iran de toute capacité d'action dans le golfe Persique, d'autant que, le 29 avril, les Etats-Unis étendent leur protection à tous les navires, quelle que soit leur nationalité.

B. Les offensives irakiennes

Pour Saddam Hussein, la dernière année de la guerre est marquée par la répression impitoyable contre la population kurde, et par la reprise de l'initiative sur le reste du front.

Répression terrible au Kurdistan

Au Kurdistan, les partis ennemis UPK et PDK se sont alliés en mars 1987. Bagdad ne peut donc plus profiter des divisions entre les différentes factions pour appuyer son action, et doit combattre une rébellion soudée et qui bénéficie du soutien de Téhéran. Les Kurdes harcèlent les troupes irakiennes jusque dans les villes d'Erbil, Kirkouk ou Souleymanieh. Le 9 avril, le convoi

¹ RAZOUX Pierre, *op. cit.*, p. 444.

présidentiel est attaqué à Mossoul¹. Ses dix gardes du corps sont tués mais Saddam Hussein en sort indemne. En réaction, conscient de l'impossibilité de rallier les Kurdes, il décide de les anéantir. Il nomme à cet effet son cousin, Ali Hassan al Majid, proconsul du Kurdistan, et lui confère les pleins pouvoirs. Environ un tiers de l'armée (250 000 hommes) est placé sous son commandement.



Les grandes villes du Kurdistan irakien

Une zone tampon est instaurée pour protéger l'armée de toute offensive iranienne ou kurde. Dans cette zone, tout individu découvert peut être interrogé ou exécuté. Des centaines de villages sont détruits, une déportation massive est effectuée vers des régions peu peuplées et insalubres du sud de l'Irak. Cette opération baptisée « Anfal »² neutralise donc rapidement les capacités d'action des mouvements kurdes et cause des pertes terribles dans la population³.

En mars 1988, les Iraniens lancent une offensive au Kurdistan, parviennent à bousculer une division irakienne et à s'emparer de la ville d'Halabja, avant d'être stoppés par l'aviation irakienne. Saddam Hussein, qui s'apprête à lancer une offensive majeure sur Fao et ne veut pas être affaibli au Kurdistan, ordonne des représailles massives. Considérant que les habitants d'Halabja ont facilité cette percée iranienne, il ordonne leur extermination. Le 16 mars, après un bombardement au napalm tout autour de la ville, pour interdire toute exfiltration, Ali Hassan al Majid – qui y gagne le surnom d'Ali le chimique – ordonne un épandage de la ville aux neurotoxiques, puis un bombardement d'artillerie. Entre 3 000 à 5 000⁴ kurdes sont ainsi massacrés en une seule journée⁵.

La reconquête

Hormis au Kurdistan, la situation en avril 1987 devient plus favorable pour le gouvernement

¹ *Ibid*, p. 426.

² Site du Huffington Post, http://archives-lepost.huffingtonpost.fr/article/2011/03/16/2436683_le-genocide-des-kurdes-la-campagne-d-anfal-de-saddam-husseini-ou-le-silence-sourd-de-la-communaute-internationale.html.

³ Au total, 50 000 civils kurdes sont morts pendant la guerre, mais le bilan précis de l'opération Anfal n'a pu être déterminé.

⁴ RAZOUX Pierre, *op. cit.*, p. 451.

⁵ KARSH Efraim, *op.cit.*, p. 54.

irakien. Bassora a été défendu et sauvé, et l'Iran marque une pause dans les opérations. Saddam Hussein en profite pour intensifier la guerre contre l'économie. Entre mai et juin 1987, les chasseurs irakiens neutralisent une trentaine de pétroliers dans la zone d'exclusion iranienne. La plate-forme pétrolière de Kharg est également frappée à nouveau. L'armée irakienne se prépare aussi à lancer de nouvelles offensives. Les effectifs augmentent, l'entraînement s'intensifie. Des travaux importants sont réalisés pour améliorer les routes et permettre ainsi l'acheminement des troupes et des bascules plus rapides des unités d'un front à l'autre.

Le 27 février 1988, les Irakiens réussissent un raid très efficace sur la raffinerie de Téhéran. En réaction, les Iraniens bombardent Bagdad ; c'est le début du troisième et dernier épisode de la guerre des villes. Pendant deux mois, les deux pays ciblent délibérément les populations civiles par missiles ou raids aériens. L'Irak utilise, pour la première fois, la version modifiée des *Scud*, dont la portée a été étendue à 650 kms et qui peuvent donc atteindre Téhéran. Ces missiles causent des pertes élevées dans la capitale et provoquent un exode du tiers des habitants, accentuant encore les difficultés économiques. Au total, en deux mois, 1 500 Iraniens et 300 Irakiens sont tués.

En avril, l'Irak débute la phase de contre-offensive finale. Le 17 avril, Saddam Hussein lance la contre-attaque sur Fao après avoir massé 100 000 hommes en toute discrétion. C'est un succès total. En deux jours, les Irakiens progressent de 30 kms, s'emparent de Fao et anéantissent la tête de pont iranienne qui les menaçait depuis deux ans. 5 000 Iraniens sont tués et 10 000 capturés, alors que l'Irak ne déplore que 800 morts¹.

En mai et juin, de nouvelles offensives toutes aussi victorieuses s'effectuent sur toute la largeur du front. L'Irak repousse l'Iran à ses frontières et reprend le contrôle de toutes les poches de territoires occupées, sauf dans le Kurdistan irakien. L'armée iranienne, quant à elle, est au bord de l'effondrement.

Saddam Hussein exploite ses succès et lance une nouvelle offensive le 12 juillet, au centre du front. Les gisements pétroliers que l'Iran avait conquis en 1983 sont saisis dans la journée. L'armée irakienne poursuit son offensive en territoire iranien et neutralise trois divisions iraniennes. Le 14 juillet, Saddam Hussein lance un ultimatum à l'Iran : si les troupes iraniennes ne quittent pas le Kurdistan irakien avant le 17, l'Irak menace de s'emparer d'Ahwaz, cœur de la production pétrolière iranien.²

¹ RAZOUX Pierre, *op. cit.*, p. 452.

² KARSH Efraim, *op.cit.*, p. 57.

C. La fin de la guerre

En Iran, les mauvaises nouvelles se sont accumulées depuis deux mois. En mai, lors des élections, une nouvelle majorité hostile à la poursuite des combats a été élue. Akbar Hashemi Rafsandjani conserve son poste de président du Parlement mais doit désormais composer avec une majorité qui lui reproche de n'avoir pas négocié un cessez-le-feu au moment opportun.

Au niveau international, l'URSS s'est retirée d'Afghanistan. Cette présence soviétique en terre musulmane était le principal frein à l'entente entre les deux pays. Désormais, l'alliance entre Téhéran et Moscou se renforce considérablement.

Le 3 juillet, un incident involontaire a une répercussion majeure. Le croiseur américain *USS Vincennes* détruit par erreur, à la suite d'une longue succession de fautes humaines, un Airbus iranien qui effectuait une liaison régulière entre Dubaï et Bandar Abbas. Il n'y a aucun survivant parmi les 300 passagers. Le président Reagan présente ses regrets tandis que Téhéran accuse les Etats-Unis de crime de guerre. Au-delà des récriminations publiques, la destruction de l'Airbus porte un coup sévère à l'Iran, qui doute du caractère non intentionnel de la destruction et comprend qu'il n'est pas en mesure de lutter à la fois contre l'Irak et contre les Etats-Unis¹.

C'est dans cette situation que survient l'offensive irakienne victorieuse du 12 juillet, suivie de l'ultimatum de Saddam Hussein adressé le 14. Les dirigeants iraniens se réunissent toute la nuit. L'ayatollah Khomeiny ne peut être présent, compte-tenu de son état de santé, mais fait lire un message les encourageant à exprimer librement leurs sentiments en ce jour grave. Le lendemain, Rafsandjani annonce publiquement le retrait des troupes iraniennes du Kurdistan – qui commence le jour suivant – et se rend auprès du guide pour lui demander l'autorisation de signer le cessez-le-feu.

Le 20 juillet, Khomeiny proclame solennellement le cessez-le-feu et assume l'entière responsabilité de la défaite, sauvant ainsi l'avenir politique de ses deux protégés, Ali Khomeiny et Akbar Hashemi Rafsandjani².

Les combats ne cessent pas immédiatement pour autant. Les Iraniens ayant exprimé leur refus de négocier directement avec l'Irak, Saddam Hussein lance une nouvelle offensive le 22 juillet pour accroître la pression³. Le 26, il laisse les *Moudjahidin* du Peuple lancer une attaque depuis l'Irak. Les *Moudjahidin* avancent d'une centaine de kilomètres en Iran avant de provoquer une

¹ RAZOUX Pierre, *op. cit.*, p. 473.

² *Ibid.*, p. 479.

³ KARSH Efraim, *op.cit.*, p. 79.

réaction massive des Iraniens qui mobilisent leurs dernières troupes pour les détruire¹. Cyniquement, Saddam Hussein les laisse se faire massacrer sans répondre à leurs nombreux appels à l'aide et demandes d'appui aérien. A Téhéran, la répression impitoyable des *Moudjahidin* par l'armée incite l'*ayatollah* Montazéri à critiquer ouvertement l'*ayatollah* Khomeiny, ce qui provoque sa mise à l'écart définitive. Encore une fois, Ali Khomeiny et Rafsandjani sont chanceux ; ils pourront ainsi rester encore au pouvoir de longues décennies...

Le 6 août, enfin, après de nouvelles offensives irakiennes, l'Iran accepte des négociations directes. Les combats cessent aussitôt et Saddam Hussein exulte. Il prononce un discours à sa gloire et à celle de l'Irak. Le 20 août 1988, le cessez-le-feu est officiellement signé. Une force d'interposition est déployée sous mandat ONU pour surveiller son application, la guerre s'achève.

¹ Site Wikipedia, https://fr.wikipedia.org/wiki/Op%C3%A9ration_Mersad.

Conclusion

Avec la fin de la guerre vient le temps des bilans. Pour l'Irak comme pour l'Iran, celui de ces huit années de guerre est d'abord un immense gâchis. Aucun des deux pays ne peut revendiquer une victoire décisive. Certes, l'Irak sort victorieuse militairement, mais n'a atteint aucun de ses buts de guerre. Le nouveau régime iranien n'a pas été renversé ; au contraire, il s'est renforcé. Les prétentions sur le Chatt-el-Arab n'ont pas pu être obtenues et Saddam Hussein reconnaît la validité de l'accord d'Alger, dont l'abrogation avait pourtant été une raison clef dans le déclenchement du conflit. L'Irak sort également terriblement endettée du conflit. En huit ans, les recettes pétrolières ont été divisées par deux alors même que le financement de son effort de guerre s'élève à 440 milliards de dollars. La dette irakienne en 1988, de 80 milliards de dollars, représente le double de son produit national brut.¹ En Iran, le régime islamique a réussi à consolider son pouvoir en neutralisant les contestations internes, mais c'est là son seul succès. L'Iran a finalement dû céder face à un pays trois fois plus petit et trois fois moins peuplé. Surtout, l'obstination à vouloir renverser le régime irakien a privé l'Iran d'un succès stratégique qui était largement possible de 1982 à 1986, Saddam Hussein ayant formulé de nombreuses propositions de négociation. Financièrement, l'Iran sort encore plus ruiné de cette guerre que l'Irak, ayant dû payer comptant la totalité de ses importations.

Le second bilan de la guerre en est le coût humain impressionnant. Même si l'évaluation des pertes varie sensiblement selon les sources, ce conflit demeure incontestablement le plus meurtrier du Moyen-Orient. Nuançant le chiffre d'un million de morts² régulièrement donné, Pierre Razoux fournit les données suivantes : les pertes s'élèveraient à 680 000 morts (500 000 Iraniens et 180 000 Irakiens) et 1,5 millions de blessés. La majorité des tués sont des militaires (580 000), alors que les pertes civiles se répartissent en Kurdes (80 000) et en victimes des bombardements (20 000).³

Enfin, le mépris total de la vie humaine est une dernière caractéristique marquante de ce conflit. Que ce soient l'usage des armes chimiques et la répression contre la population kurde menée par l'Irak, le recours intensif aux enfants soldats, les prises d'otages et les attentats par l'Iran, ou encore le bombardement délibéré de la population civile par chaque camp, les deux belligérants ont ouvertement bafoué les conventions de Genève, dans l'indifférence gênée et coupable des puissances occidentales guidées par leurs intérêts économiques.

¹ KARSH Efraim, *op. cit.*, p. 89.

² Selon le site Wikipedia, entre 500 000 et 1,2 million de morts, https://fr.wikipedia.org/wiki/Guerre_Iran-Irak

³ RAZOUX Pierre, *op. cit.*, p. 484.

Pour la France, le règlement définitif du contentieux avec l'Iran prendra encore plusieurs années ; les modalités de règlement définitif du prêt d'Eurodif seront définies en septembre 1989, la grâce présidentielle accordée à Naccache par François Mitterand en 1990, et l'accord définitif sera finalement signé en décembre 1991.

Après la signature du cessez-le-feu, la situation se normalise rapidement. En septembre, l'Irak reprend le contrôle de la totalité du Kurdistan irakien, les nations occidentales se désengagent du golfe Persique et l'Iran reprend ses relations diplomatiques avec la plupart des pays. En novembre, les échanges de prisonniers débutent entre les deux belligérants.

Pour autant, cette embellie est de bien courte durée. Saddam Hussein, en effet, conscient qu'une amélioration des conditions de vie de la population est indispensable à sa survie politique, a besoin d'argent. Aussi demande-t-il aux pays arabes non seulement l'effacement de ses dettes de guerre, mais également un prêt supplémentaire de 30 milliards de dollars. En février 1990, lors d'un meeting à Amman avec le roi Hussein de Jordanie et le président égyptien Moubarak, il précise : « *prévenez les pays du Golfe que s'ils ne me donnent pas cet argent, je saurai comment le prendre* »¹. Le Koweït non seulement refuse l'annulation de la dette irakienne, mais dépasse ses quotas de production pétrolière au moment où l'Irak, soucieuse d'écouler davantage de brut et d'éviter la banqueroute, lui demande de les réduire. Finalement, le 2 août 1990, l'armée irakienne envahit le Koweït ; la guerre Iran-Irak vient de faire une dernière victime.

¹ KARSH Efraim, *op. cit.*, p. 90.

Bibliographie

Ouvrages

- Institut d'études et de recherches des éditions du monde arabe, *Le conflit irako-iranien*, Editions du Monde Arabe, 1981, 324 p. Pro-arabe, cet ouvrage manque de partialité et ne couvre que les débuts de la guerre puisqu'il a été écrit en 1981. Mais il fournit des précisions intéressantes sur la genèse du conflit.
- KARSH Efraim, *The Iran-Iraq War, 1980-1988*, Osprey, 2002, 95 p. Ce petit fascicule richement documenté et à la lecture très aisée fournit une synthèse de très bonne qualité.
- RAZOUX Pierre, *La guerre Iran-Irak, Première guerre du Golfe, 1980-1988*, Perrin, 2013, 604 p. Cet ouvrage est de toute évidence le plus complet sur le sujet. Il traite du conflit dans toutes ses dimensions tout en rentrant dans le détail opératif de chacune des grandes batailles.
- BALTA Paul (dir), *Le conflit Irak-Iran 1979-1989*, La documentation française, 1989, 142p.
- Center for Arab Gulf studies, Congrès *The post-war Arab Gulf*, organisé à Exeter les 12 et 14 juillet 1989, Carden publications, 1990, 426 p.
- JEANDET Noël, *Un golfe pour trois rêves : le triangle de crise : Iran, Irak, Arabie : réflexions géostratégiques sur un quart de siècle de rapport de force*, L'Harmattan, 1993.
- TAROCK Adam, *The Superpower's Involvement in the Iran Iraq War*, Nova science publishers, 1998.
- YAVARI d'HELLEN COURT Nouchine, *Les otages américains à Téhéran*, La documentation française, Paris, 1992, 126p.
- NAHAVANDI Houachang, *La révolution iranienne, L'âge d'homme*, Lausanne, 1999, 269p.

Sites internet

- Le Monde
- Huffington Post
- GlobalSecurity
- VoltaireNet
- Les clefs du Moyen Orient
- Perspectives monde
- Encyclopedia Universalis

- Wikipédia

Source des illustrations

- Page 5, carte du Tigre et de l'Euphrate : <https://fr.wikipedia.org/wiki/Euphrate#/media/File:Tigr-euph.png>, le 14 novembre 2016.
- Page 6, carte du Khouzistan : <http://www.irangulistan.com/cartes/iran2.jpg>, le 14 novembre 2016.
- Page 12 carte de l'Irak : <http://www.e-evasion.com/wp-content/uploads/2016/02/Carte-Irak-9.jpg>, le 20 décembre 2016.
- Page 13, carte de l'Iran : https://www.google.fr/search?q=carte+iran&ie=utf-8&oe=utf-8&client=firefox-b&gfe_rd=cr&ei=L8JcWOiiHZuEkgWt0a2ADQ, le 23 décembre 2016.
- Page 14, carte de l'Iran, <http://www.e-evasion.com/wp-content/uploads/2016/02/Carte-Irak-9.jpg>, le 14 novembre 2016.
- Page 17, carte de l'Irak : <http://www.e-evasion.com/wp-content/uploads/2016/02/Carte-Irak-9.jpg>, le 20 décembre 2016.
- Page 19, photo d'un enfant soldat : <http://stanechy.over-blog.com/2014/06/khorramchahr-le-verdun-iranien.html>, le 21 janvier 2017.
- Page 21, carte du golfe Persique : <https://www.thinglink.com/scene/703666187120148480>, le 23 janvier 2017.
- Page 23, carte du Kurdistan : <https://fr.wikipedia.org/wiki/Kurdistan>, le 24 janvier 2017.
- Page 33, carte du golfe Persique : <https://www.thinglink.com/scene/703666187120148480>, le 23 janvier 2017.
- page 35, carte des villes du Kurdistan, https://fr.wikipedia.org/wiki/Massacre_de_Halabja, le 1^{er} février 2017.

Table des matières

Résumé.....	1
Abstract.....	1
Introduction	3
1. L’embrasement.....	5
A. Les origines du conflit.....	5
Le Chatt el-Arab.....	5
La révolution islamique	6
La prise du pouvoir par Saddam Hussein	7
B. L’escalade	8
Le début des accrochages	8
Forces et faiblesses des belligérants.....	9
L’ambition irakienne.....	10
C. Le début de la guerre	11
La dénonciation de l’accord d’Alger.....	11
L’offensive irakienne	12
La réaction iranienne.....	13
2 – De l’enlèvement à la guerre totale : décembre 1980 à mars 1987.....	16
A. L’évolution du conflit.....	16
La progressive reconquête iranienne.....	16
Des stratégies différentes	18
L’économie et la population visées.....	20
B. Les guerres internes	22
En Iran.....	22
Au Kurdistan	23
En Irak.....	25

C. La dimension internationale du conflit	26
La volatilité des alliances.....	26
La France directement impliquée	27
Le positionnement des Etats-Unis	29
3 – L'internationalisation et le cessez le feu : avril 1987 à 1988	31
A. La dégradation dans le golfe Persique	31
La nouvelle stratégie iranienne.....	31
La réaction occidentale	32
Les représailles américaines.....	33
B. Les offensives irakiennes.....	34
Répression terrible au Kurdistan.....	34
La reconquête.....	35
C. La fin de la guerre.....	37
Conclusion	39
Bibliographie	41
Ouvrages.....	41
Sites internet	41
Source des illustrations	42
Table des matières	43